

# Clarté

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !**

Mai - Juin 2021 - numéro 40

## **Éditorial : appel à la lutte. Le 1er mai, c'est classe contre classe!**

*Appel du Parti communiste du Québec (PCQ-PCC)*

À vous, travailleur-euses privé-es d'emploi et qui vivez dans l'angoisse de retourner au travail une fois cette pandémie terminée;

À vous, travailleur-euses des premières lignes qui avez subi de plein fouet cette crise sanitaire sans avoir droit aux équipements de protection adéquats gratuitement, qui n'avez pas reçu les primes COVID alors que vos patrons profitent de cette crise sanitaires pour renflouer leurs poches et celles de leurs actionnaires;

À vous, salairé-es du secteur public, qui non seulement êtes confrontés à la sourde oreille du gouvernement et son anti-syndicalisme primaire dans le cadre de la renégociation de votre convention collective, êtes victimes de la reconduction par décret à 55 reprises de l'état d'urgence, ce qui lui permet de bafouer vos droits syndicaux;

À vous employé-es du réseau de la santé qui avez été trimballés d'un poste à l'autre sans nécessairement être formé pour les tâches qu'on vous a demandées;

À vous, professeurs, enseignant-es dont la pandémie et l'enseignement à distance signifie surcharge de travail;

À vous, étudiant-es qui vivez dans l'angoisse de connaître les modalités de vos évaluations, de trouver un emploi d'été adéquat afin de payer vos frais de scolarité mirobolants ou, pis encore, de trouver un emploi stable et digne à l'issue de votre formation;

À vous, travailleur-euses privés d'emploi par ce système capitaliste qui n'offre que le chômage et la précarité;

À vous, femmes travailleuses, dont le salaire n'équivaut au mieux qu'à 80% du salaire de vos homologues masculins, à vous qui, comme lors de chaque crise, êtes les premières touchées et ce, de plein fouet à cause du patriarcat renforcé par le système capitaliste – ce dont témoignent les 10 féminicides récents au Québec seulement;

À vous, travailleurs-euses racisés et immigrés, victimes de l'impérialisme occidental par deux fois (l'une à cause du pillage des ressources et de la destruction de l'économie de vos pays; et l'autre par l'offensive idéologique du capital qui fait de vous des boucs émissaires ici);

À vous qui vivez dans des conditions insalubres, qui vivez dans l'angoisse de pouvoir payer le loyer le mois prochain;

À vous, jeunes, dont la seule issue semble être de s'engager dans l'armée;

## **1er mai 2021 : unissons-nous dans la lutte pour une issue populaire à la crise capitaliste!**



*Comité exécutif central, Parti communiste du Canada*

Le 1er mai 2021 est marqué par une année d'attaques sans précédent contre la santé et le bien-être des travailleur-euses à travers le monde, d'abord par la pandémie de COVID19, par la cupidité des trusts pharmaceutiques et autres grandes entreprises qui ont vu dans cette pandémie une opportunité de générer encore plus de profits. Ils l'ont ensuite été par la crise économique capitaliste globale qui a vu des milliards de personnes perdre leur emploi à travers le monde, dépossédant les travailleur-euses de leurs économies, de leurs maisons, de leur santé et de leur avenir tandis que la richesse et les profits mondiaux se sont concentrés dans les mains des plus grands monopoles et des super-riches.

Selon le Centre canadien pour une politique alternative, les milliardaires du Canada ont vu leur fortune croître de 78 milliards de dollars depuis mars 2020. Les 47 milliardaires du Canada contrôlent maintenant 270 milliards de dollars au total alors que les 87 familles les plus riches possèdent, individuellement, 4 448 fois plus de richesse qu'une famille moyenne. Ensemble, ces 87 familles sont plus riches que l'ensemble des 12 millions de Canadien-nes les moins nantis. Dans cette même période, 5,5 millions de Canadien-nes perdaient leur emploi ou voyaient leurs heures coupées de plus de moitié tandis que plus de 7 millions de personnes s'inscrivaient pour percevoir la PCU en avril – mai 2020.

Alors que les travailleur-euses à travers le monde luttent pour maintenir la tête hors de l'eau, l'impérialisme états-unien lutte pour maintenir sa position hégémo-

nique mondiale auprès des puissances impérialistes et son rôle de gendarme du monde. Le danger de guerre, d'agression et de changement de régime a atteint des niveaux dangereux sous l'administration Trump, mais l'administration Biden n'a rien fait pour baisser la pression. Soulignons le bombardement de la Syrie le 25 février, l'imposition de nouvelles conditions provocatrices à l'encontre de l'Iran moyennant le retour des États-Unis dans l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien dont Trump s'était retiré unilatéralement, l'imposition de nouvelles sanctions contre la Chine et la Russie et la continuation des sanctions de Trump contre Cuba, le Venezuela, le Yémen et l'Iran ainsi que des déclarations outrancières stipulant que Cuba et le Venezuela sont des pays commanditaires du terrorisme.

Le Parlement canadien a répété ces mensonges qui font partie d'une nouvelle guerre froide contre la Chine et la Russie, ce dont témoigne l'adoption unanime de la déclaration purement fabriquée de génocide en République populaire de Chine. Les États-Unis ont mis la pression sur d'autres gouvernements occidentaux pour que cette déclaration soit adoptée. Or, l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'y sont opposées. Le Parlement canadien l'a signée sans même demander de preuves. Ce n'est qu'après le vote qu'un député a déclaré aux médias qu'avoir accès à des faits aurait été utile.

Comme pour les armes de destruction massive en Irak, les enfants des incubateurs au Koweït et l'incident du Golfe du Tonkin au Vietnam, toutes des fabrications qui ont déclenché des guerres par les États-Unis avec pour résultat la mort de dizaines de milliers de personnes et

la destruction de pays entiers, le génocide contre les Ouïghours est de la propagande guerrière. Elle sert à gagner le consentement populaire pour d'autres guerres, pour des budgets militaires accrus, pour l'achat de nouveaux navires et avions de guerre pour une somme de 95 milliards de dollars, pour le financement de l'OTAN à hauteur de 2% du PIB et du NORAD dont la mise à jour coûterait entre 11 et 15 milliards de dollars.

On demande aux travailleur-euses de croire sur parole cette propagande va-t-en-guerre, ou à tout le moins de ne pas s'y opposer. On leur demande d'envoyer leurs enfants à la guerre, car il ne restera plus d'argent pour financer des programmes sociaux, pour la création d'emplois, pour l'éducation, la santé, le logement, l'environnement, la culture ou l'égalité.

Nous sommes à la croisée des chemins. À droite, il y a le chemin de la guerre, de la réaction et des politiques néolibérales censées accroître le pouvoir des monopoles et sabrer dans les salaires et les conditions de vie des travailleur-euses de même que les droits démocratiques, syndicaux et civiques. À gauche, il y a le chemin de l'unité et de la lutte pour une issue populaire à la crise capitaliste et à la pandémie, pour le socialisme, la seule cure à l'exploitation capitaliste et à l'oppression.

Il est temps pour les travailleur-euses et les mouvements syndical et démocratiques de bâtir une coalition populaire qui soit en mesure de mener une résistance forte contre les visées néolibérales qui animent le patronat, de lutter pour cette issue populaire, pour la paix et le désarmement, pour la justice climatique,

*suite p. 4*

*suite p. 2*

Québec - Canada :  
1er mai  
Budget fédéral  
Budget Legault  
p. 2-4

Classe contre classe :  
Négos du secteur public  
Logement  
PL59  
p. 5

Solidarité internationale :  
Syrie, Cuba, Paix...  
p. 6-7

Histoire - Idéologie :  
La Commune de Paris et Marx -  
Engels, 150 ans plus tard...  
p. 8

# Budget fédéral 2021 : de l'argent pour les entreprises et pour l'armée aux frais de la classe ouvrière

Comité exécutif central, 21 avril 2021

Le Budget fédéral promet une reprise au profit des entreprises, des fonds pour l'OTAN, le NORAD, l'industrie militaire et la guerre, le tout payé par la classe ouvrière, les privé-es d'emploi, les femmes et la jeunesse.

Loin d'être transformateur, le budget fédéral présenté lundi n'est qu'une autre longue liste de cadeaux pour les grandes entreprises au Canada, de même que des sommes importantes consacrées à l'OTAN, au NORAD, à l'achat d'avions et de navires de combat. La classe ouvrière sera appelée à payer pour cette reprise au bénéfice des entreprises et des plus riches, de même que pour la nouvelle politique étrangère de guerre et de changement de régime que suit le Parlement.

Derrière une autre promesse fortement médiatisée, celle d'implanter un système de garderies pancanadien, les Libéraux prévoient des baisses d'impôts massives qu'ils masquent comme des mesures incitatives supposées « aider » l'industrie de l'énergie à réduire son empreinte carbone énorme. Ils offrent d'autres cadeaux directs au patronat comme c'est le cas avec le programme de Subvention salariale d'urgence qui, depuis sa création, n'a fait que renflouer les caisses du patronat et a permis aux actionnaires de se partager la cagnotte. Le budget promet également trois ans de radiations d'impôts pour les entreprises à hauteur de 1,5 million par année et ce, pour 325 000 entreprises, ce qui signifie une perte de 2,2 milliards de dollars en revenus. On y retrouve les 5,9 milliards de dollars en plan de sauvetage pour Air Canada et combien d'autres compagnies d'aviation qui espèrent autant de subventions publiques? Il prévoit également des milliards de dollars en subventions pour payer pour les coûts de numérisation d'entreprises rentables, et encore plus afin de payer 28 000 jeunes et étudiant-es de juin à novembre pour garantir à ces compagnies l'accès au savoir-faire technique.

Le budget inclut également 95 milliards de dollars en « dépense de relance » pour l'industrie de l'armement (soit pour payer les nouveaux avions et navires de combat qui seront utilisés en cas de participation canadienne aux guerres et actes d'agression dirigés par les États-Unis à travers le monde). La jeunesse canadienne paiera également le prix de cette frénésie va-t-en guerre notamment à travers le recrutement des jeunes privé-es d'emploi, mais aussi par les handicaps, les syndromes post-traumatiques voire la mort qui en est le prix ultime.

Cependant, les actes et les investissements essentiels à se sortir de la pandémie et de la crise économique dont elle est le catalyseur sont, pour la plupart, absents. Cette absence aura raison de plusieurs vies.

## Absente de ce budget : la santé publique

- 14 journées de congé de maladie payées par l'employeur pour tous les travailleur-euses;

- Des standards pancanadiens pour les maisons de retraite 100% publiques et opérées par l'Assurance-Maladie;
- L'Assurance-Médicaments pour tous et toutes;
- La nationalisation de l'industrie pharmaceutique, permettant la recherche, le développement, la production et la distribution de vaccins et d'autres médicaments au prix coûtant au Canada;
- Augmentation massive des investissements en santé publique à travers le pays;
- Expansion du système d'assurance-maladie pour inclure les soins psychologiques, dentaires et oculaires, puis les soins de longue-durée et l'assurance-médicaments;
- Création d'une entreprise publique destinée à produire des équipements de protection personnelle au Canada.

Ces actions sont cruciales pour sauver des vies et en finir avec cette pandémie, mais aussi pour se préparer aux pandémies à venir.

## Absent du budget et nécessaire immédiatement

- Une réforme de l'Assurance-Chômage pour la rendre non-contributoire, accessible à tous les privé-es d'emploi et ce, pour toute la durée de la période de chômage et à hauteur de 90% du revenu;
- Introduction d'un revenu annuel viable garanti;
- Augmentation substantielle du Régime de pensions du Canada, de la Pension pour la sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et les rendre accessibles à partir de 60 ans, et non 75 ans;
- Augmentation du salaire minimum à 23\$ l'heure, un salaire viable qui permettra à tous les travailleur-euses au pays de payer leur loyer et nourrir leurs enfants.

## Absente du budget : une réforme pour un système d'imposition progressif

Promettre 12 milliards de dollars en abatement fiscal pour les travailleur-euses les moins bien payés ne changera pas grand-chose. En revanche, éliminer l'impôt sur les revenus de moins de 40 000 dollars, sabrer dans la TPS et dans les taxes à la consommation fera beaucoup pour augmenter les conditions et la qualité de vie de millions de travailleur-euses à bas salaires ou précaires.

## Augmenter les impôts aux entreprises et aux plus nantis en :

- Doublant le taux d'imposition aux entreprises, restaurant la taxe sur le capital et taxer les gains en capital à 100%;
- Abolissant les échappatoires fiscales et les paradis fiscaux, en récoltant les impôts des entreprises différés;
- Introduisant un impôt sur la fortune et l'héritage des plus riches;
- Levant les fonds nécessaires à la création d'emplois, l'expansion de programmes sociaux, la transition vers une industrie énergétique et une économie canadienne vertes, durables et sous contrôle public, l'augmentation des salaires et des conditions de vie.

## Absent du budget : agir contre les changements climatiques



- Nationalisation des entreprises énergétiques, fermeture des sites d'extraction des sables bitumineux, construction d'une industrie énergétique publique et renouvelable et garantie des emplois et des salaires des travailleur-euses qui quitteront l'industrie des combustibles fossiles;
- Plafonner les émissions de CO2 et faire payer les pollueurs pour les chantiers d'assainissement;
- Halte aux oléoducs;
- Agir alors qu'il est encore temps.

## Absent du budget : la création d'emplois et le plein emploi

- Bâtir des industries manufacturières à valeur ajoutée, revaloriser le secteur secondaire;
- Construire une industrie de l'acier de base sous contrôle public;
- Construire un réseau de transports, y compris un réseau ferroviaire publics;
- Restaurer une industrie de construction navale canadienne;
- Introduire la semaine de travail à 32 heures payées à 40;
- Accompagner les femmes dans leur ré-insertion au marché du travail en construisant et en finançant un système de services de garde universel, de qualité et public maintenant (fini les vœux pieux!);
- Mettre fin aux mises à pied, aux coupes des programmes et au démantèlement de l'Université laurentienne de Sudbury et financer l'éducation post-secondaire au Canada afin d'éliminer les frais de scolarité et les dettes étudiantes maintenant;
- Retrait des accords de libre-échange rédigés sur mesures pour les grandes compagnies;
- Appui à l'agriculture familiale, au système de gestion de l'offre et garantie de la sécurité alimentaire.

## Absent du budget : le logement social

- Construire un million de logements sociaux abordables en 10 ans et réduire les prix des loyers.

## Absente du budget : une politique étrangère de paix et de désarmement

- Retrait de l'OTAN et du NORAD;
- Réduction du budget militaire de 75% et réinvestissement dans des programmes sociaux;
- Fin au commerce et à l'exportation d'armes.

Le budget fédéral n'est qu'un écran de fumée. Les engagements les plus importants ne seront implantés qu'après plu-

sieurs années, soit bien après le mandat de ce gouvernement ou du prochain. D'autres, comme le système de service de garde, dépendent de l'appui financier des gouvernements provinciaux. Ce n'est que moyennant une lutte massive à travers le Canada pour lui donner vie.

Sous plusieurs aspects, ce budget agit à titre de plateforme électorale pour un gouvernement minoritaire qui espère une élection rapidement afin de transformer l'essai et gagner une majorité.

Ce sont les « incitatifs fiscaux » (baisses d'impôts pour les entreprises), les plans de sauvetage pour les grandes compagnies, le financement public de la numérisation et de l'innovation de compagnies privées qui opèrent au Canada, les dépenses de 95 milliards de dollars pour de nouveaux avions et navires de guerre en plus de milliards additionnels pour l'OTAN et le NORAD pas encore adoptés au Parlement qui seront implantés en priorité.

L'autre certitude de ce budget sont les coupes dans les aides d'urgence vitales pour les privé-es d'emploi et les travailleur-euses précaires qui, dès juillet, verront ces montants passer de 500 à 300\$ par semaine pour terminer en septembre alors que les revenus de l'Assurance-Chômage prendront fin en septembre 2022.

Ces coupes sont à prévoir même si le ministre des Finances admet que le taux de chômage est élevé et continue de croître en pleine pandémie et en pleine crise économique qui est loin d'être terminée au Canada comme ailleurs dans le monde.

Les mouvements syndical, démocratiques et populaires doivent s'organiser et s'unir contre ce budget rédigé pour les grandes entreprises et exiger les mesures nécessaires à une issue populaire à cette crise.

## Clarté

Clarté est l'organe central du Parti communiste du Québec (PCQ-PCC)

Imprimé chez Hebdo-Litho

Collaboration : M. Breton Fontaine, J.P. Fortin, S. Doucet, M. Johnson, N. Raymond et A. Welsh.

### Commentaires et lettres à l'éditeur:

Rédacteur en chef: Adrien Welsh, 5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal, H2V 4G9, pcqpcq@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureux de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

## Québec - Canada

### 1er mai (suite)

bref, pour le changement fondamental et pour donner priorité aux besoins du peuple et non aux profits capitalistes.

Dans cette lutte, les travailleur-euses du Canada lutteront main dans la main avec la vaste majorité des peuples du monde qui luttent également contre la guerre, la réaction, les changements climatiques, les entreprises multinationales et les gouvernements capitalistes réactionnaires et fascistes qui les appuient. C'est dans cette lutte que les travailleur-euses se retrouvent, à la fois à l'intérieur comme au-delà des frontières étatiques. Grâce à cette unité, nous pouvons gagner!

La solidarité internationale avec les peuples de Cuba, du Venezuela, de la Palestine et de tous ceux qui luttent pour leur libération nationale, pour leur droit à l'autodétermination et le droit d'adopter une voie de développement socialiste nous donne la force et l'unité qu'il nous faut pour vaincre.

Une relance pour les capitalistes ou pour le peuple?

Les statistiques prouvent que la relance économique annoncée par le gouvernement ne servira que les grandes entreprises et leur avidité de profits. Ce n'est pas une relance pour les travailleur-euses, pour la vaste majorité de la population du pays.

Près de 2 millions de personnes sont privé-es d'emploi au Canada présentement, sans compter que 9,7% de la force de travail a abandonné toute recherche d'emploi. La pandémie et les mises à pieds continues ont pour résultat un taux d'emploi de 60,3 pourcent seulement pour le mois de mars, ce qui inclut ceux et celles qui ont vu plus de la moitié de leurs heures de travail coupées. Parmi les plus touchés, on compte les femmes dont le taux d'activité atteint un niveau des plus bas depuis trente ans, les jeunes âgés de 15 à 24 ans dont le taux de chômage officiel s'élève à 14%, soit deux fois plus que la moyenne canadienne. Les Autochtones sont également touchés durement avec un taux d'emploi de seulement 52,7%, tandis que les personnes racialisées sont confrontées à un taux de chômage de 9,4%. L'impact de la troisième vague dévastatrice de la COVID19 aura pour résultat encore plus de licenciements, plus de faillites et un chômage de masse à plus long terme.

Au lieu de fermer les lieux de travail afin de juguler la vague de COVID19 avant que celle-ci devienne hors de contrôle, les gouvernements ont ignoré les avis de la santé publique et se sont pliés aux exigences du patronat et ont laissé les salarié-es travailler dans des conditions dangereuses. En conséquence, 24 000 personnes sont décédées au Canada et plus de 3 millions dans le monde. Ces chiffres continuent d'augmenter.

Les travailleur-euses de première ligne dans le secteur de la santé, de la production et de la distribution alimentaire, des services publics, de la construction, du secteur manufacturier entre autres ont servi de cobayes pendant que les grandes compagnes telles que Lobelaws, Métro, Sobey's et d'autres ont augmenté leurs prix et amassé des profits records. Elles

ont également utilisé leurs employé-es comme des instruments de marketing afin de se vendre comme bons employeurs qui offrent (pour un temps pourtant très limité) une prime COVID.

Nombreux sont les salarié-es forcés de travailler à domicile, obligés de partager leur espace de travail avec leurs partenaires et leurs enfants souvent également forcés de travailler ou d'étudier à la maison. En même temps, la journée de travail de 8h, de même que le paiement d'heures supplémentaires et le contrôle des conditions de travail ont été laminés. Les entreprises y ont pris gout et planifient d'y recourir en permanence, ce qui leur permettra de réduire leurs frais généraux, d'attaquer les droits et les revendications des travailleur-euses. Présentement, cinq millions de salarié-es travaillent à domicile et ce, pour la plupart, sans qu'on leur en ait donné le choix.

Il y a un an, plus de 7 millions de personnes ont demandé la PCU afin de conserver leur logement leurs économies pendant que les riches s'enrichissaient. Les bénéficiaires pour les travailleur-euses sont de courte durée et ne cessent de décroître et ce, à de nouvelles conditions imposées. Aujourd'hui, les bénéficiaires de la PCU doivent payer de l'impôt sur les paiements hebdomadaires de 500\$ perçus l'an dernier, voire les rembourser en entier et ce, alors que cette somme sera réduite à 300\$ en juillet pour prendre fin en septembre. Les paiements de l'Assurance-Chômage qui ont été augmentés à 500\$ par semaine en décembre dernier quant à eux seront terminés l'an prochain.

Comment vivre entre le chômage et le sous-emploi d'une part, et l'élimination des aides gouvernementales de l'autre?

À l'opposé, le budget fédéral du mois dernier promet l'expansion des niches fiscales pour les entreprises, des plans de sauvetage publics et des plans de financement pour des grandes entreprises privées. Il promet également la poursuite de la Prestation salariale d'urgence dont les fonds ont été alloués au patronat et non aux salaires. Dans le même ordre d'idées, la prestation d'aide au logement n'était destinée qu'aux propriétaires fonciers et aux spéculateurs, pas aux locataires ni aux petites entreprises. La Prestation salariale d'urgence coutera près de 100 milliards de dollars avant d'arriver à terme, ce qui en fait le programme à court terme le plus coûteux et représente un transfert massif d'argent public vers des intérêts privés.

Le gouvernement et le parlement actuels ont toujours donné la priorité aux profits, pas à la santé publique, ni au peuple, ni à l'environnement. Ils déclarent à profusion que "nous sommes tous et toutes dans la même galère", ce qui est honteusement repris par le Congrès du travail du Canada. Il s'agit d'un écran de fumée masquant le fait que ce sont les travailleur-euses qui porteront le fardeau de cette pandémie et de cette crise économique, la plus importante depuis la Grande dépression.

Ce sont les travailleur-euses qui sont tous et toutes dans cette même galère, celle des victimes des crises capitalistes,

des victimes des salaires de la baisse de salaires et des conditions de vie.

Alors que la direction droitière du mouvement syndical s'est contentée d'adopter des déclarations et des stratégies de collaboration avec le gouvernement et le patronat, les travailleur-euses de l'industrie de la distribution alimentaire se sont organisés en syndiquant Foodora avec l'aide du Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes. Les chauffeurs d'Uber et de Lyft se sont également organisés, tout comme leurs collègues du Huffington Post et d'Amazon. Les employé-es de l'hôtellerie syndiqué-es chez UNITE ont lancé une campagne de jeûne pour nos emplois qui ont forcé leur employeur à ré-emboucher leurs collègues licenciés.

Dans le service public, les syndicats luttent également contre le sous-financement du système de santé et d'éducation. En Alberta, les salarié-es du système de santé ont déclenché une grève illégale en octobre. Au Québec, les enseignant-es exécutent un mandat de grève de cinq jours voté en février dernier tandis que les syndicats se mobilisent contre le projet de loi 59 imposé par le gouvernement Legault qui aurait pour conséquence d'attaquer de plein fouet la santé et la sécurité au travail. Les professeur-es, étudiant-es et employé-es de soutien et leurs syndicats luttent à Sudbury contre le recours à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies par le Gouvernement de l'Ontario afin de démanteler l'Université laurentienne et poursuivre la marchandisation de l'éducation post-secondaire.

On sent un vent de résistance et de lutte se lever au sein des travailleur-euses conscients qu'organiser les non-organisés et les privé-es d'emploi est vital pour lutter contre l'offensive patronale contre la classe ouvrière et le mouvement syndical.

Malheureusement, cette conscience et cet engagement manquent à la direction du mouvement syndical au Canada. Une des raisons en est que la majorité des haut-placés de ce mouvement sont membres du NPD, voire du Parti libéral et c'est de là qu'ils prennent leurs directives. Or, aucun de ces partis n'espère un mouvement syndical mobilisé qui organise des grèves et des manifestations pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie, qui exige la fermeture des lieux de travail non-essentiels tout en garantissant des revenus aux travailleur-euses licenciés, pour des congés de maladie payés, pour un régime d'assurance-chômage étendu, pour une assurance-maladie étendue, pour une assurance-médicaments publique et universelle, pour l'équité salariale et d'emploi, pour un système de garderies public, universel et gratuit, etc. Pourtant, c'est grâce à l'action de masse, indépendante et politique du mouvement syndical que nous avons gagné ces conquêtes sociales et que c'est par elle que nous saurons en conquérir d'autres. Ils ont peur de l'action de masse des travailleur-euses, car leurs revendications vont sans aucun doute au-delà des demandes modestes du NPD au Parlement et s'opposent aux engagements patronaux du Parti libéral.

L'action politique, indépendante et de masse du mouvement syndical est la seule issue pour une issue populaire à la crise capitaliste actuelle et pour des réformes économiques et sociales fondamentales. Les leçons des années 1930 sont encore valables aujourd'hui : organiser la classe ouvrière, mobiliser les différents groupes sociaux, unir toutes les forces populaires contre les plans du patronat et garantir l'emploi et de meilleurs salaires aux travailleur-euses, l'assurance-chômage et des programmes sociaux, garantir des droits démocratiques et syndicaux renforcés. Le mouvement syndical aujourd'hui doit s'engager dans l'offensive contre les employeurs et les gouvernements de droite, se positionner au centre de la lutte pour une offensive et une reprise populaire.

Réunir le mouvement syndical divisé au Canada implique un engagement immédiat du CTC lors de son congrès de juin pour surmonter la scission d'Unifor sur la base de politiques de classe et de l'action de masse en défense des travailleur-euses contre leurs employeurs, de la conquête d'importantes avancées sociales et économiques pour la classe ouvrière du Canada.

L'unité ouvrière doit également inclure l'unité des travailleur-euses au Québec et au Canada anglophone autour de leur lutte commune contre les employeurs et les gouvernements de droite. La reconnaissance du droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris à la sécession est la clé d'une lutte unie entre partenaires égaux.

Le 1er mai 2021 doit également être tenu sous le signe d'une politique étrangère canadienne de paix et de désarmement, du rejet de la course à la guerre, aux changements de régime, du retrait de l'OTAN et du Norad, puis de l'opposition aux traités d'armements signés récemment par un parlement unanime. Cette nouvelle politique agressive est prélude à la guerre qui pourrait facilement mener à une guerre nucléaire ou à une guerre conventionnelle meurtrière de destruction massive. Ce n'est pas l'avenir que les travailleur-euses envisagent pour leurs enfants ni pour les enfants et la jeunesse du monde. Le désarmement et la sécurité mutuelle est la seule voie à suivre.

Le 1er mai 2021 doit également marquer le début d'une action décisive pour la justice climatique, à commencer par la nationalisation de l'industrie énergétique, la fermeture des sables bitumineux, la transition vers des sources d'énergie renouvelables tout en garantissant le maintien des emplois et les salaires des travailleur-euses impactés par cette transition, le plafonnement des émissions de CO2 et l'application de lois forçant les pollueurs à payer pour les chantiers d'assainissement.

Une classe ouvrière unie, engagée dans une offensive contre le patronat et les gouvernements de droite, pour une issue populaire à la crise capitaliste peut gagner. Ce qui manque, c'est la force d'impact du mouvement syndical, de la classe ouvrière organisée.

## Québec - Canada

**Budget Legault : cap vers l'austérité!**

Adrien Welsh

Cet article est un abrégé dont l'original est disponible sur notre site internet.

Le 3e budget (2020 – 2021) du gouvernement Legault a été présenté le 25 mars dernier par le ministre des Finances, Éric Girard. Sans grande surprise, celui-ci devrait se solder par un déficit de 12,3 milliards de dollars, portant ainsi l'atteinte de l'équilibre budgétaire d'ici 7 ans (et non d'ici 5 ans comme l'affirmait à l'automne le ministre Girard).

Derrière l'opération de communication couverte de fil blanc par le gouvernement afin de laisser miroiter l'idée qu'il s'agirait d'un budget qui donnerait la priorité aux services publics, le vrai gagnant est le patronat.

En effet, même si l'échéance pour atteindre l'équilibre budgétaire est repoussée de deux ans, celle-ci demeure à relativement court terme. Autrement dit, le gouvernement Legault promet, d'ici quelques années, une réelle cure d'austérité qu'il serait coûteux politiquement d'annoncer à moins de deux ans des élections. De plus, si l'on lit entre les lignes, ce budget fait porter le blâme du déficit sur l'investissement dans les services sociaux, comme si ceux-ci étaient nécessairement synonymes de dépenses alors qu'il serait possible de répondre aux besoins de tous et toutes si on s'en donne les moyens, sans faire des programmes sociaux et des services publics des opérations déficitaires. Mais pour ça, il faut que le patronat mette la main au portefeuille...

En outre, syndicats, associations, représentants des mouvements démocratiques et populaires s'accordent pour souligner que les sommes promises serviront à mettre en place des programmes temporaires et sont loin de contrecarrer le manque à gagner accumulé depuis des décennies de mesures anti-populaires et austéritaires dans nos services publics et programmes sociaux – dont la mise à mal est en grande partie à l'origine de la propagation de la pandémie de COVID19 à une telle échelle au Québec.

Que ce soit en santé, en éducation, en culture,

logement, petite enfance, etc. les sommes engagées sont loin de correspondre aux besoins d'une "relance" qui ne soit pas un retour à la normale, soit à cette normale, mais une relance dans les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires.

Cette relance prévue par le gouvernement CAQ ne peut être qu'austéritaire. En effet, l'austérité, ce n'est pas seulement lorsque l'on coupe dans les services publics, mais aussi lorsque l'on omet de réinvestir dans les programmes sociaux et les services publics après des décennies de coupes et de privatisation. L'austérité est loin d'être une lubie : elle a déjà commencé avec le projet de loi 59 qui prévoit des économies de 4,3 milliards sur le dos de la sécurité et de la santé au travail. Cette relance, elle est également au masculin, car ce sont les secteurs à prépondérance masculines.

Cette relance, elle semble être "2.0" : avec 4 milliards de dollars investis notamment pour "brancher la population" à la haute vitesse (un vrai cadeau à Vidéotron et autres fournisseurs d'internet), le but avoué à demi-mot est de faire norme le télétravail qui intensifie l'exploitation des travailleuses en rendant plus difficile le contrôle des conditions de travail par les syndicats, mais aussi l'éducation à distance qui renforce la marchandisation des universités sans compter qu'elle transforme l'université en son antithèse : de lieu de savoir et de solidarité entre étudiant-es, elle devient lieu de compétition.

Patronale, cette "relance" l'est également à cause des trois milliards réservés au Fonds des générations, cette usine à gaz qui prive le gouvernement d'autant de liquidités pour soignant payer le service de la dette en faisant fructifier des milliards investis sur les marchés - soit en achetant des titres boursiers et en finançant les grandes entreprises. Un réel fonds qui permette à la jeune génération de ne pas porter le fardeau de cette crise économique n'a rien à voir avec des fiducies ni avec une confiance quelconque sur les mécanismes de marché. Elle a tout à voir, cependant, avec la mobilisation des fonds nécessaires pour engager des projets générateurs d'emploi à long terme, en particulier des nationalisations et le réinvestissement dans les services publics,



la garantie de monopoles publics sur les secteurs publics - autant d'argent qui n'est pas disponible à cause du fonds des générations. Mais de façon tout aussi fondamentale, il est déplorable de constater, outre le manque d'investissements dans les domaines les plus productifs de notre économie et susceptibles de générer une relance populaire et à long terme, de constater que sur le plan des revenus, ce budget permette au patronat de se tailler la part du lion.

En effet, alors que le plan du gouvernement est clair, soit de faire payer les 12 milliards de déficit aux travailleuses, les entreprises s'en tirent à bon compte avec à peine 8 milliards qui leur sont soutirés au chapitre des revenus pour l'exercice budgétaire en cours. Cette somme représente environ 6% des revenus alors que ce sont elles qui profitent de cette pandémie et de cette crise. Elle représente à peine plus que les revenus de Bombardier.

Un budget réellement équilibré commencerait par aller chercher les fonds là où ils se trouvent : soit dans les poches du patronat. Or, ceci est un anathème pour un gouvernement comme celui de la CAQ qui non seulement se veut le porte-parole du Québec. Inc et des grandes entreprises, mais qui est composé de ses plus illustres représentants.

**Éditorial (suite)**

À vous jeunes et moins jeunes autochtones qui en ont marre de vivre dans ce régime qui ne fait que vous rappeler que vous n'êtes que des citoyens de seconde zone;

Bref, à vous tous et toutes qui luttez pour une vie digne, pour des conditions de travail et de vie décentes, pour le plein emploi, pour des études émancipatrices, pour l'égalité entre les nations et leur droit à l'autodétermination, nous disons : joignez-vous à la lutte.

Nous disons : ne soyons pas dupes! La crise de la COVID19 n'est pas que sanitaire. Elle est économique. Bientôt, la générosité d'hier sera remplacée par l'austérité à tout va. On nous fera payer pour cette crise dont nous ne sommes pas responsables.

Il n'y a que deux issues à cette crise. Soit nous luttons pour une issue populaire, soit nous laissons les dirigeants faire comme bon leur semble, ce qui revient à assurer une reprise dont les seuls bénéficiaires seront les patrons et actionnaires.

Ne nous laissons pas bernier! Il n'y a pas de troisième voie. Il n'y a qu'un choix : la lutte ou la résignation, le socialisme ou la barbarie.

**LE POINÇ  
ARTISTIQUE****Pierre Gélinas : auteur visionnaire et avant-gardiste**

Normand Raymond

Du fait de son expérience de militant syndical et communiste, le romancier et dramaturge Pierre Gélinas se distingue des autres écrivains de sa génération, considérés pour la plupart comme des réformistes chrétiens. D'origine sociale modeste, il doit interrompre ses études dès l'âge de 18 ans pour gagner sa vie, c'est alors qu'il commence comme journaliste et chroniqueur artistique et littéraire à l'hebdomadaire Le Jour, peu après il sera embauché à la section française du Service international de Radio-Canada. Membre du Parti ouvrier progressiste de 1946 à 1956, il occupera d'importantes fonctions, notamment celle de directeur du journal Combat et de responsable des questions culturelles, de même que des activités de formation des membres. À titre de dirigeant, il sera appelé à effectuer plusieurs séjours à l'étranger, notamment en France, en Italie et dans des pays d'Europe de l'Est.

Ce n'est qu'en 1959 que Gélinas publie son premier roman Les Vivants, les morts et les autres, qui lui vaudra le prix du Cercle du livre de France. Ce livre est une fresque politique sur les luttes syndicales qui caractérisent les dernières années du régime du gouvernement autoritaire de Duplessis, dans un Québec plongé dans le maccarthysme, à l'aube de la Révolution tranquille. Largement autobiographique, l'auteur préfère mettre de l'avant des personnages qui se battent, au lieu de se soumettre et de se résigner, contre un ordre social aliénant pour les Canadiens français où s'affrontent le monde ouvrier et la bourgeoisie industrielle et commerciale, classe dominante de la société.

Son deuxième roman, L'or des Indes, paru en 1962, accorde une importance plus particulière à la question coloniale dans les pays du tiers-monde engagés sur la voie de la libération nationale, tout en s'attardant au sexisme et à la discrimination raciale. Le récit nous amène d'emblée dans le contexte d'un dépôt

municipal et d'un bidonville près de Port d'Espagne, ville où Gélinas s'installera pendant un certain temps à Trinité-et-Tobago. Trente ans plus tard, il publiera une trilogie romanesque, Saisons : La neige (1996), Le soleil (1999), Le Fleuve (2002), toujours dans la même lignée d'un contexte social et politique. Gélinas s'éteindra le 19 janvier 2009 et son dernier roman, La pomme de Picasso ou l'œuvre discrète de Constantin Moreau, restera malheureusement inachevée.

Si l'œuvre littéraire de Gélinas est toujours d'actualité aujourd'hui, c'est qu'il était un visionnaire à l'avant-garde de son temps. En illustrant les grandes tendances de son époque, il a su décrire aussi fidèlement que possible le monde social et politique tel qu'il était et le voyait, tant dans ses mouvements que ses contradictions. S'inscrivant dans le prolongement de la tradition du réalisme critique, il entretenait une conception différente de la littérature qui aborde de front les problèmes culturels, sociaux et

politiques majeurs auxquels nous devons encore faire face aujourd'hui. Selon Jacques Pelletier, professeur d'études littéraires canadien, l'œuvre de Gélinas constituerait « une exception dans notre littérature nombriliste et platement psychologique ».

L'or  
des Indes

Pierre Gélinas



## Classe contre classe

### Le logement social, c'est capital!

Les loyers au Québec ont augmenté de 6% en 2020, tandis que les augmentations ont atteint 10% dans certaines régions (et même 14,5% dans le Sud-Ouest de Montréal). Ces taux d'augmentation dépassent largement l'inflation, les salaires, ainsi que le taux d'augmentation de base recommandé par le Tribunal administratif du logement de 1,2%. À Montréal le loyer moyen d'un logement disponible est de 1 310\$. Mais l'explosion des loyers n'est pas limitée à la métropole : à St-Calixte, où un seul propriétaire détient plus de 70% des logements locatifs de la municipalité, des familles de travailleuses et travailleurs ont reçu des avis d'augmentation d'entre 150\$ et 400\$.

En effet, partout au Québec, en raison de la pénurie de logements locatifs, et surtout de logements abordables, un grand nombre de locataires n'osent pas refuser une augmentation déraisonnable, de crainte d'être évincés. Nous avons vu les images sur les réseaux sociaux de dizaines de locataires potentiels faire la file pour visiter un 4 ½ à Verdun, qui se louait à 950\$. Nous avons également été témoins de centaines de personnes privées de logements réduites à camper au bord de la rue Notre-Dame l'été dernier. Dans le marché surchauffé actuel, 950\$ est une véritable aubaine. Des propriétaires témoignent avec satisfaction des tentatives des locataires d'obtenir un logement en offrant même plus que le loyer demandé. Dans certaines régions, le taux d'inoccupation des logements, tout prix confondu, est presque nul. Par exemple, à Granby le taux d'inoccupation des logements n'est que de 0,2%, à St-Hyacinthe, 0,6% et à Joliette, 0,4%.

Les locataires s'organisent pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de vie, multipliant les sorties médiatiques, les rassemblements et le déploiement de pancartes et de bannières sur leurs balcons dénonçant leurs propriétaires. En réponse, la ministre

responsable pour l'habitation pour la CAQ, Andrée Lavalée, ne cache même pas son parti pris pour les propriétaires et spéculateurs. Dans une entrevue avec le Devoir, la ministre déclare « Je ne peux pas dire qu'il y a une crise du logement, ça, c'est certain. » Elle a raison : Il n'y a pas de crise pour les propriétaires et spéculateurs, qui voient leurs profits grimper de façon vertigineuse!

Sans surprise, le budget Legault montre encore une fois à quel point ses priorités sont déconnectées de celles des travailleur-euses et des masses populaires. Alors que 244 000 personnes sont en besoin impérieux de logement, il ne planifie construire que... 500 logements sociaux de plus! Quant au budget Trudeau, celui-ci n'est guère plus encourageant puisqu'il n'inclut aucune action concrète à ce sujet.

C'est pourquoi le Parti Communiste du Québec (PCQ-PCC) réclame :

- un chantier d'un million de logements sociaux pour le Canada, dont 50 000 pour le Québec, une proposition créatrice de bons



Le PCQ-PCC à la journée des locataires, 24 avril 2021

### Le Comité central du Parti communiste du Canada appuie la lutte contre le Projet de loi 59

Le Comité central du Parti communiste du Canada exprime son plein appui aux syndicats, organisations ouvrières, démocratiques et populaires du Québec qui s'engagent dans une campagne contre le projet de loi 59 présenté à l'automne dernier par le gouvernement Legault.

Véritable cheval de Troie, ce projet de loi constitue une attaque éhontée contre les travailleur-euses et leur droit à occuper un emploi dans des conditions sécuritaires et à la réparation des lésions professionnelles. Sous prétexte de « moderniser le régime de santé et sécurité au travail » et d'étendre notamment la prévention d'accidents professionnels à 94% des salarié-es, la loi 59 représente une série de reculs substantiels qui attaque frontalement les droits des victimes de lésions professionnelles sur l'autel patronal de la maximisation des profits capitalistes. Ce n'est pas un hasard si seul le patronat salue cette loi scélérate.

En termes de prévention, on laisse maintenant à l'employeur le soin d'élaborer et de choisir le médecin responsable du programme de prévention alors que celui-ci est, dans l'état actuel, choisi par un comité paritaire entre représentants du patronat et des travailleur-euses. De plus, le rôle et la capacité d'agir de ces comités paritaires risquent de se voir grandement diminués puisque le temps alloué à leurs réunions et délibérations serait conditionné au niveau de risque associé au secteur d'activité en question. Or, pour 63% des salarié-es, ce niveau serait considéré comme à risque faible et aurait donc accès à des mesures risibles en termes de prévention. De plus, la manière dont est construite l'évaluation du risque par secteur fait en sorte que les secteurs à prédominance féminine telles la santé et l'éducation seraient associés aux

risques faible, alors que ceux à prédominance masculine seraient associés aux risques élevés. Outre la discrimination de genre, il est scandaleux que le secteur de la santé soit reconnu à faible risque en pleine pandémie, alors que 90% des réclamations à la CNESST liées à la COVID touchent des travailleur-euses de ce secteur.

Quant à la question des indemnités en cas d'accident de travail et de la reconnaissance des maladies professionnelles, le projet de loi 59 frappe fort. Les travailleur-euses victimes de lésions ou maladies professionnelles seraient confrontés à de nombreux obstacles additionnels pour que leurs lésions professionnelles soient reconnues. Parmi ceux-ci, soulignons que le projet lois mettra tout en œuvre pour forcer des retours au travail précoces des travailleurs et travailleuses encore en période médicale. La CNESST aura le pouvoir de forcer ces retours au travail sans l'accord du médecin traitant. De plus, la CNESST aura le pouvoir d'ajouter de nouveaux critères pour l'admissibilité des maladies professionnelles. Enfin, le projet de loi 59 prévoit abolir le programme - déjà insuffisant - de réadaptation physique destiné à amoindrir les incapacités physiques des travailleur-euses victimes d'accidents graves.

Loin d'être sécuritaires, les milieux de travail au Québec sont accidentogènes et propices aux maladies professionnelles. Selon les dernières statistiques, pour l'année 2019, on dénombre plus de 94 000 accidents de travail, soit près de 260 accidents quotidiens. On compte également près de 13 000 cas de personnes victimes de maladies professionnelles. Évidemment, tout porte à croire que le bilan pour 2020 et pour les années à venir sera encore plus catastrophique, pandémie oblige.

emplois pour une vraie sortie de la crise capitaliste actuelle;

- un contrôle strict des loyers de sorte qu'aucun ménage n'ait à déboursier plus de 20% de ses revenus pour se loger ;
- l'interdiction des évictions durant toute la durée de l'urgence sanitaire et en cas de non-paiement de taxes et de factures de services ;
- une véritable protection des locataires contre la discrimination lors de la recherche de logement.

La crise du logement prend racine dans le système capitaliste parasitaire et exploiteur qui fait du logement une marchandise pendant que les travailleur-euses vivent dans l'angoisse d'être évincés ou de ne pas pouvoir payer le loyer à la fin du mois. Nous appuyons les différents mouvements qui font du droit au logement leur cheval de bataille et enjoignons tous les mouvements démocratiques et populaires à s'investir dans cette lutte décisive pour garantir une sortie de crise populaire, pas pour les actionnaires.

### Vers une escalade des moyens de pression dans les négos du secteur public



J-P Fortin

Un an après l'échéance des conventions collectives des employé.e.s de l'État, les négociations du secteur public québécois semblent avoir atteint un point de rupture. La troisième proposition globale, présentée par la présidente du Conseil du Trésor Sonia LeBel le 31 mars dernier, a couvert le gouvernement d'opprobre. À la CSN, on décrit l'offre du gouvernement de véritable « poisson d'avril », tandis qu'à la FTQ on indique que « les négociations sont loin d'être terminées ». Semblable en tout point à l'offre précédente présentée en mai 2020, l'offre qui n'en n'est pas une n'apporte aucune modification aux paramètres salariaux proposés l'an dernier : 1,75 % en 2020, 1,75 % en 2021 et 1,5 % en 2022. Au lieu de s'attaquer à l'appauvrissement et à la précarisation des employé.e.s du secteur public, l'offre caquiste se contente de montants forfaitaires offerts à quelques professions et d'un mécanisme de protection du pouvoir d'achat. Ce mécanisme, que personne n'a demandé, lie de potentielles augmentations salariales à une « cible de croissance économique »; la belle affaire.

Il n'y a rien dans l'offre pour améliorer les conditions salariales des chargé.e.s de cours à la formation continue ou pour apporter un peu plus de cohérence à la structure salariale des enseignant.e.s de collèges. Rien non plus pour améliorer les ratios de personnel, pour mettre fin aux heures supplémentaires ou simplement pour aborder la surcharge de travail dans les hôpitaux. Non, ce que le gouvernement propose ce sont des reculs : ne pas rémunérer le temps supplémentaire lors de congés hebdomadaires et couper dans la formation du personnel. En démantelant tout, le gouvernement n'a que lui-même à blâmer pour la pénurie de main-d'œuvre criante dans le secteur public et pour la précarisation de pans entiers de la population québécoise.

La situation actuelle appelle à une escalade des moyens de pression. C'est dans ce contexte que l'ensemble des syndicats CSN de la fonction publique iront chercher des mandats de grèves d'ici le 5 mai. Ensemble, ces 200 syndicats représentent près de 160 000 travailleuses et travailleurs. À la FSSS-CSN, dans le secteur de la santé, on parle de mandat de grève illimitée. Bien sûr, cette mobilisation impressionnante augmentera considérablement la pression sur le gouvernement. Toutefois, on peut s'attendre que la CAQ joue la politique de la division. C'est pourquoi il est essentiel de travailler à la formation d'un front commun des travailleuses et travailleurs de l'État contre le gouvernement Legault. S'il y a bien quelque chose qu'un an de pandémie a prouvé aux travailleuses et travailleurs, c'est que, derrière les beaux slogans « Tous dans le même bateau » et « Ça va bien aller! », le gouvernement Legault se rit des travailleurs québécois en faisant passer les intérêts des patrons et des proprios avant ceux qui souffrent et ceux qui sont en première ligne. Un mouvement syndical uni, qui bénéficie du soutien populaire, peut défaire le néolibéralisme. Voyons au-delà de la pandémie, donnons-nous les moyens de vivre.

À cet effet, nous accusons le gouvernement Legault de jouer avec la santé et la sécurité des travailleur-euses en pleine pandémie mondiale de COVID19 qui a été particulièrement cruelle pour le Québec. Nous soulignons également que le projet de loi 59 s'attaque de façon disproportionnée aux travailleur-euses ne bénéficiant pas de protection syndicale, soit aux travailleur-euses précaires où les femmes et personnes racisées sont sur-représentées.

Le régime de santé et de sécurité au travail a été conquis à la suite d'importantes luttes ouvrières. Pendant plusieurs années, les syndicats ont tenté de la mettre à jour et s'assurer qu'elle couvre la majorité des salarié-es. Or, le patronat a toujours fait barrage à cette tentative de modernisation. C'est dans ce contexte que le gouvernement Legault, en fier porte-parole de la classe dirigeante, fait passer en force non pas un «dépoussiérage», mais un nivellement vers le bas qui attaque gravement ces droits durement acquis.

Si elle venait à passer, la loi 59 ne représenterait pas seulement un recul pour les travailleur-euses du Québec, mais aussi pour tous ceux et celles qui luttent contre les politiques anti-sociales et anti-populaires du gouvernement Legault. L'opposition à ce projet de loi risque d'être déterminante en particulier lorsque l'on sait que dans quelques mois les gouvernements feront tout pour faire payer la crise économique que nous traversons par les travailleur-euses et les masses populaires. Lutter contre le projet de loi 59 est donc un premier pas pour faire barrage aux politiques patronales de Legault et faire preuve de notre combativité et détermination à exiger une reprise populaire, pas pour les actionnaires.

## Solidarité internationale

**Syrie : dix ans de guerre et de barbarie plus tard!**

Dans la foulée des soi-disant « printemps arabes » (vocabulaire employé pour mettre sur un pied d'égalité les luttes populaires en Égypte et en Tunisie avec leur manipulation par les pétromonarchies et l'impérialisme) ailleurs au Maghreb et au Moyen-Orient, le peuple syrien bat le pavé. Il a raison : le gouvernement de Bachar Al-Assad privatise des usines rentables, libéralise l'économie (y compris le taux de change), coupe les subventions pourtant vitales à la paysannerie, bref, tente de faire de la Syrie un État-modèle aux yeux du FMI.

Cependant, il refuse en même temps de laisser passer un gazoduc qatari qui concurrencerait le gaz iranien et russe. Il refuse tout autant de transformer la Syrie en un État docile dans la région qui ferait les quatre volontés des impérialistes comme d'Israël – n'oublions pas que la Syrie de Bachar est le seul État bourgeois de la région à n'avoir jamais fait la paix avec l'entité sioniste.

C'en est trop pour les impérialistes qui cherchent à fractionner le Moyen-Orient en

plusieurs micro-États redevables aux États-Unis et à leurs alliés pour survivre. La Syrie doit passer dans le tordeur, c'est pourquoi les puissances impérialistes font appel à leurs supplétifs islamistes pour en découdre avec la Syrie laïque, mais surtout anti-impérialiste de Bachar.

En effet, on sait par exemple qu'Al-Baghdadi, chef du soi-disant Califat islamique, a été capturé puis libéré en 2004 des geôles américaines en Irak. On sait également que l'État islamique a été planifié dans des camps de prisonniers irakiens avec la complicité des États-Unis. De plus, la Turquie, pays membre de l'OTAN, a dès le début, financé l'État islamique en achetant à prix fort le pétrole volé en Irak et en Syrie par les lieutenants d'Al-Baghdadi, sans oublier que les hommes forts d'Erdogan ont et continuent d'intriguer dans les camps de réfugiés syriens.

Ce qui est clair, c'est qu'au cours des dix dernières années, les impérialistes ont tout fait pour faire porter le blâme à la Syrie pour les millions de déplacés et réfugiés, pour les di-



zaines de milliers de morts de cette guerre qui a tout à voir avec la cupidité des monopoles occidentaux et non avec l'infamie supposée de Bachar Al-Assad et de son gouvernement.

Au Canada, on a joué aux pompiers pyromanes en accueillant des milliers de réfugiés syriens tout en assurant le commandement des opérations de l'OTAN dans la région. Quand Alep a été libérée des sbires fondamentalistes à la solde des pétromonarchies alliées à l'impérialisme, on a parlé d'une « invasion » de la part de l'armée syrienne souveraine. Trudeau a même applaudi lorsque les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont bombardé

le pays sous prétexte d'attaques à l'arme chimique à Douma, lesquelles sont encore à prouver.

Aujourd'hui, l'économie est laminée par cette guerre impérialiste contre la Syrie. À peine 36 jours après avoir pris ses fonctions, Biden s'en est donné à cœur joie pour bombarder la Syrie en guise de signal à l'Iran voisin comme à tous les peuples qui se posent en porte-à-faux devant l'impérialisme yankee. Pourtant, la Syrie ne fléchit pas – du moins pour l'instant – et représente, de facto le premier pays à avoir mis en échec l'impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle.

**Retrait des troupes états-uniennes d'Afghanistan: faut-il célébrer?**

Poser la question, c'est y répondre semble-t-il. Après vingt ans, on ne peut que se sentir soulagés, en principe, du départ des près de 6500 soldats de l'OTAN qui y étaient toujours stationnés. Cependant, cette question en implique plusieurs autres qui méritent d'être élucidées.

D'abord, pourquoi, vingt ans plus tard (et non plus tôt), alors que tout ce qui devait être détruit a été détruit, que 100 000 Afghans, au bas mot, sont morts de cette soi-disant intervention humanitaire, le timing serait opportun pour ce retrait? Cette question mérite d'être posée d'autant plus que l'administration Trump a signé un pacte avec les Talibans, ceux-là même que l'invasion de ce pays d'Asie centrale était censé éliminer.

Pourquoi, également, proposer ce retrait tout en promouvant une rencontre de « paix » sous l'égide de la Turquie d'Erdogan (membre de l'OTAN par ailleurs) et le Qatar (force de l'ombre des Frères musulmans)?

Clairement, malgré leur retrait militaire, les États-Unis cherchent à demeurer maîtres de l'échiquier au Moyen-Orient. Leur plan pour un nouveau Moyen-Orient est loin d'être caduc, même si la tactique employée il y a vingt ans doit être revue. En effet, le retrait d'Afghanistan signifie simplement que le contrat a été rempli et qu'aujourd'hui, les États-Unis peuvent déléguer aux pétromonarchies et au néo-ottomanisme d'Erdogan pour jouer les gendarmes en Afghanistan. Pendant ce temps, tel que promu lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich en 2020, les États-Unis peuvent se concentrer sur les conflits de plus grande intensité, à savoir la nouvelle « guerre froide » contre la Chine et la Russie, mais aussi, dans la région, la Syrie, première escale avant de s'attaquer de front à l'Iran. Ces deux pays n'ont jamais signé de traité de paix avec Israël et représentent, par conséquent, l'obstacle principal au plan du nouveau Moyen-Orient. En ce sens, comme à l'époque de la Guerre Froide, mieux vaut un Afghanistan taliban partenaire de l'impérialisme qu'un Iran souverain et une Syrie baasiste.

Nous ne pouvons non plus occulter le fait que, 20 ans plus tard, les États-Unis et l'OTAN n'ont pas seulement laminé le pays, mais aussi toute force progressiste et anti-impérialiste, laissant libre cours aux Talibans comme seule opposition à l'Occident aux yeux des masses avilies et manipulées. Du moins, jusqu'à la prochaine guerre...

**MQP : « La paix n'est pas un État, mais un mouvement »**

*Déclaration du Mouvement québécois pour la paix*

À l'occasion du premier mai, journée internationale des travailleurs et des travailleuses, le Mouvement Québécois pour la Paix salue les peuples du monde en lutte contre l'impérialisme et pour la paix.

Nous saluons, entre autres, les peuples cubain, palestinien, vénézuélien, sénégalais, syrien et yéménite qui luttent âprement pour défendre leur indépendance et leur souveraineté. Nous saluons par ailleurs la lutte du peuple chilien en faveur d'une nouvelle constitution, comme nous saluons le peuple haïtien en lutte contre l'arbitraire du gouvernement Moïse.

Nous nous engageons également contre la nouvelle guerre froide – n'ayons pas peur des mots – contre la Chine et la Russie, une guerre froide qui pourrait rapidement devenir conventionnelle.

Nous dénonçons le budget Trudeau qui comprend l'achat d'au moins 95 milliards de dollars de vaisseaux Lockheed Martin/Irving et autres équipements militaires. Cette augmentation va au-delà de celle des autres pays membres de l'OTAN. Alors qu'on nous parle de déficit budgétaire, le seul poste budgétaire qui ne réduit pas son financement, c'est le militaire – alors que l'économie militaire est la moins génératrice d'emplois induits. En pleine pandémie, en pleine crise économique, la vision de la relance par Trudeau passe par le militarisme!

La paix n'est pas un état, mais un mouvement qui combat l'indifférence au sort de milliards de personnes, surtout femmes et enfants victimes de viol, véritable arme de guerre, mais aussi de pénurie d'eau. La pandémie de COVID19 sert de prétexte pour les puissances de ce monde pour asphyxier le quart de la population mondiale à coup de sanctions économiques contre Cuba et 19 autres pays, dont 9 d'Afrique.

La paix dans le monde est menacée, non pas par la Russie, ni par la Chine, mais par le complexe militaro-industriel de l'OTAN. 36 jours après sa prise d'office, Joe Biden a bombardé la Syrie. Nous manifestons pour qu'il ne poursuive pas sa route destructrice vers l'Iran et vers tous les autres peuples du monde qui luttent contre l'impérialisme et la guerre.

Le Mouvement Québécois pour la Paix lutte pour une paix durable, pas pour une pax americana. Cette paix durable n'est possible que grâce à la justice. Et cette justice, c'est d'abord et avant tout, le droit à la libre détermination et à l'égalité entre les peuples du monde entier.

## Solidarité internationale

**Entrevue : Cuba et la libération des femmes : une révolution dans la révolution**

Clarté s'est entretenu avec Mara Bilbao Diaz, Consule générale de la République de Cuba à Montréal au sujet du rôle des femmes dans la révolution cubaine. Cette entrevue a également été l'occasion d'en apprendre plus sur la mise à jour économique en cours et de réitérer la nécessité de renforcer la solidarité avec Cuba en particulier à un moment où le peuple Cubain en a tant besoin, lui qui n'a jamais hésité à se solidariser des peuples du monde entier.

La femme cubaine a été présente dans tous les mouvements indépendantistes et révolutionnaires de l'histoire cubaine, à commencer par la lutte contre les Espagnols, puis contre la colonisation jusqu'au triomphe de la Révolution [de 1959].

Il existe plusieurs exemples de femmes illustres qui étaient dans les campements afin de guérir les blessés, leurs propres enfants, lors des guerres d'indépendance contre l'Espagne. On peut penser ici à Mariana Grajales et de plusieurs autres femmes qui épaulaient leurs maris, et d'autres qui ont même assumé des responsabilités dans l'armée de libération. José Martí soulignait d'ailleurs que la femme cubaine était l'âme de Cuba et l'âme de la Révolution.

Ces femmes sont des martyres de ces guerres et sans aucun doute ont eu une influence dans la mobilisation de femmes lors de l'étape révolutionnaire où beaucoup d'entre elles, dont Celia Sanchez, Vilma Espin, Melina Hernandez, ont pavé la voie à une révolution par et pour les pauvres, les moins nantis, mais aussi pour les femmes.

Avant la Révolution, les femmes étaient, dans le meilleur des cas, un objet décoratif. La société était empreinte d'une mentalité de supériorité des hommes et ce sont elles, ces femmes révolutionnaires, qui ont initié ce changement profond : l'émancipation et la conquête des droits de la femme.

En aout 1960, un groupe de femmes désireuses d'aider la révolution là où elles seraient le plus utiles fondent la Fédération des femmes cubaines. Vilma Espin en est la présidente jusqu'à sa mort. C'est à ce moment que Fidel prononce un discours où il explique qu'il est impossible d'accomplir une révolution dans un pays sans l'appui des femmes. En conséquence, les femmes se sont impliquées dans toutes les tâches de la révolution

naissante et, à mesure de cette implication, les femmes ont commencé à s'émanciper. Elles ont commencé à bénéficier d'une indépendance – il ne faut pas sous-estimer que nous venions d'une culture patriarcale très forte non seulement à cause de la tradition, mais aussi du fait que nous vivions enclavés, à cause de la colonisation, etc.

La première tâche dans laquelle les femmes se sont impliquées a été la campagne d'alphabétisation. Beaucoup de jeunes femmes ont fait le pas et se sont rendues partout à travers le pays, ce qui n'est pas anodin puisqu'à travers cette campagne, les femmes ont pu voyager sans être accompagnées, un grand pas vers leur indépendance pour cette époque. De plus, les femmes, à travers cette tâche importante, ont gagné un respect important dans la société cubaine post-révolutionnaire.

Une chose est claire : sans la Fédération des femmes cubaines, l'émancipation des femmes n'aurait pas été possible. De même, sans cette Fédération et sans les femmes, la construction d'une nouvelle société, l'élévation du niveau d'éducation, politique et culturel aurait été impossible.

Présentement, les femmes à Cuba occupent 46% des postes dans la fonction publique et 17% des emplois dans le secteur non-étatique. Des 612 députés de l'Assemblée nationale pour le Pouvoir populaire, 229 sont des femmes (soit 49%). On estime aussi que plus de 53% des scientifiques cubains sont des femmes. 66% de la force de travail technique et professionnelle sont des femmes. Plus de 50% des étudiant-es universitaires sont également des femmes. La majorité des travailleur-euses de la brigade Henry-Reeve sont des femmes. Au Canada comme ailleurs dans le monde, les femmes jouent un rôle important dans les missions diplomatiques. Ici, nous avons une Ambassadrice et deux Consules générales, ce qui est un fait assez unique.

L'insertion des femmes dans la force de travail comme son accès à différentes institutions fait, sans aucun doute, partie des plus importantes avancées de la Révolution cubaine.

Aujourd'hui, il existe une multitude de projets dans toutes les sphères de l'activité sociale, politique et économique où les femmes jouent un rôle prépondérant. L'un d'entre eux

particulièrement aujourd'hui est le développement des prototypes de vaccins où le rôle fondamental est assumé par des femmes.

Évidemment, il existe des lacunes que nous devons surmonter. Ici, nous ne pouvons passer outre le Blocus économique dont nous souffrons depuis 60 ans. Logiquement, les femmes cubaines, avons cette charge supplémentaire quotidienne de devoir pallier à toutes les carences qui y sont liées, car encore aujourd'hui, une partie du travail familial incombe aux femmes malgré des avancées importantes. Avec la pandémie de COVID19, cette dynamique est accentuée. En ce sens, on peut dire que les femmes comptent parmi les principales victimes de cette pandémie et du Blocus qui représente la plus grande violence imposée aux femmes cubaines.

Sans être parfaite, Cuba est un exemple d'inclusion. La nouvelle Constitution de la République de Cuba réitère son engagement à atteindre l'égalité et la non-discrimination. Nous, femmes cubaines, recevons un salaire égal pour un travail de valeur égale. Notre droit du travail garantit nos droits dans le secteur public comme privé dont des congés de maternité payés, un bénéfice également disponible aux pères et autres membres de la famille.

Quant à la mise à jour économique, je dois souligner que la femme cubaine a été à l'avant-poste de sa réalisation. Je peux dire d'emblée qu'officiellement, depuis janvier, on observe une augmentation de 100% des prestations de maternité que perçoivent les femmes à Cuba – en phase avec l'augmentation équivalente des salaires. Depuis l'implantation de cette mise à jour, selon la Présidente de la Fédération des femmes cubaines, 22 000 femmes de plus se sont intégrées au marché du travail.

Ici, il faut comprendre que cette mise à jour économique était nécessaire pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles est qu'à l'issue de la période spéciale et à cause du Blocus, l'économie interne du pays s'est retrouvée chamboulée. Par exemple, l'existence de deux monnaies (le Peso cubain et le Peso convertible) distordait la grande majorité des processus économiques, des plus simples aux plus complexes. Ainsi, durant les années où ces deux monnaies coexistaient, on peut supposer que certaines femmes aient perdu toute motivation à occuper un emploi salarié. Or,

on constate d'emblée, en deux mois à peine, que l'augmentation des salaires a été un incitatif important et a permis l'intégration de certaines d'entre elles au marché du travail et à l'économie nationale.

Bien que cette mise à jour n'en soit qu'à ses balbutiements, il reste que cette statistique à elle seule nous permet de conclure que cette mise à jour est en bonne voie. Évidemment, nous en étudierons les impacts et ferons les ajustements nécessaires dans les mois et années à venir et ce, en prenant compte des critiques et des réactions négatives de la population, ce qui, d'ailleurs, a été fait à plusieurs occasions au cours des dernières semaines déjà. Bien sûr, certaines choses ne peuvent être changées : il faut laisser le temps nécessaire avant d'évaluer hâtivement, mais ce qui est clair, c'est que le gouvernement cubain a été extrêmement transparent. C'est d'ailleurs un élément-clé dans la confiance envers notre Révolution et qui font qu'encore aujourd'hui, nous luttons pour les idéaux, les objectifs nobles et justes qui ont incité Fidel et ses camarades à s'engager dans la lutte. L'émancipation de la femme et la conquête de ses droits en fait partie.

Il est parfois difficile de comprendre, pour ceux et celles qui connaissent mal la situation à Cuba. Mais imaginez-vous un instant ce qui arriverait si les États-Unis imposaient, pour quelle raison que ce soit, un blocus au Québec. Qu'arriverait-il? Il est impossible de comprendre la situation cubaine sans toujours garder en tête cette agression que nous subissons depuis pratiquement 60 ans. Et c'est pourquoi la solidarité avec Cuba, son engagement à en finir avec le blocus, nous est si précieuse. Cuba serait un pays totalement différent si elle n'était pas victime de cette sanction – la plus longue de l'Histoire.

*Nous ne pouvons passer outre cette occasion de souligner que tous les derniers dimanches de chaque mois, la Table de concertation et de solidarité Québec – Cuba organise une caravane de voitures à Montréal (départ du Parc Lafontaine à l'angle Calixa-Lavallée et Sherbrooke à 14h) suivie d'un piquetage devant le Consulat des États-Unis (1134 Ste-Catherine O. à partir de 15h). Visitez le site web du Parti communiste du Québec (particommunistedubec.ca) pour plus d'informations.*

**Congrès du NPD 2021 : la solidarité internationale toujours absente...**

Même si 80% des délégué-es ont donné leur appui à une résolution de solidarité avec la Palestine, le Parti n'a pas changé d'orientation pour autant en matière de solidarité internationale. En effet, ce Parti, ses politiques sont les mêmes que celles qui ont défait une motion similaire présentée par l'aile jeunesse en 2018. Ce qui a sans doute changé, c'est que les délégué-es pro-palestiniens ont su mieux s'organiser et mobiliser leur base.

Du reste, il faudrait être dupe pour ne pas comprendre que le NPD, comme tout parti de la social-démocratie, n'a rien de démocrate. Ainsi, les Congrès servent surtout d'opportunité pour le caucus d'élus et les dirigeant-es de faire l'état des lieux et connaître la force de telle ou telle tendance. À aucun moment les résolutions adoptées n'ont de prise sur les politiques et les prises de position de la bancade et des dirigeants. Le Congrès n'est en réalité qu'un show politique, les vraies décisions sont prises en amont. Les statuts du NPD à aucun moment ne soulignent que le Congrès est la plus haute instance du parti...

Et pour cause : malgré cette décision, des membres du NPD continuent d'être membres du Groupe parlementaire Canada-Israël, un



groupe de travail pro-sioniste. Parmi ceux-ci, on compte Randall Garrison, qui en est un des vice-présidents... On peut donc se demander si réellement, le NPD désavouera les propos de Thomas Mulcair qui, en 2008, se disait un « ardent défenseur d'Israël » en toutes circonstances ou si le parti aura le courage politique de rompre avec le Fonds national juif (dont le slogan est « bâtissons Israël ensemble ») qui détient 13% du territoire israélien – volé aux Palestiniens en 1947-48. On peut également se demander si le NPD mettra fin à sa pratique de désavouer systématiquement tous ses candidat-es palestiniens ou anti-sionistes (ils étaient 8 en

2015 et au moins une en 2019).

Au-delà de la lutte du peuple palestinien – manifestation des plus significatives sur le temps long de la résistance à l'impérialisme – le NPD n'hésite pas à se ranger du côté de l'OTAN et de ses sbires (son programme électoral de 2019 appelait à renforcer la coopération entre le Canada et ses alliés internationaux, ce qui, pour quiconque sait lire entre les lignes, signifie l'OTAN et ses alliés contre les peuples qui refusent la mainmise de l'impérialisme occidental).

Rien n'a changé à ce chapitre. Le NPD,

comme les partis de la 2e internationale il y a plus de cent ans, vote des crédits de guerre avant le temps. Il ne semble avoir aucun problème avec le fait que le budget libéral accorde 95 milliards pour des avions et vaisseaux de guerre, aucun problème avec le fait que la classe dirigeante se prépare à réduire la jeunesse en chair à canon. Ce parti qui se dit de gauche s'engage comme les autres partis à la solde des monopoles canadiens et états-uniens dans la rhétorique de guerre froide contre la Chine, ressassent les mensonges au sujet du génocide factice des Ouïghours au Xinjiang.

S'il faut reconnaître le travail accompli par les militant-es honnêtes qui tentent de faire passer des positions solidaires, nous ne pouvons que souligner ceci : ce n'est que par un mouvement pour la paix fort, anti-impérialiste et indépendant du NPD et des partis qui prétendent détenir le monopole de la gauche, mais aussi par un mouvement communiste conséquent que les sociaux-démocrates, rongés par leur idéologie de collaboration de classe pourront réellement prendre des positions internationalistes et solidaires.

## Histoire - idéologie marxiste

### Marx, Engels et la Commune de Paris, 150 ans plus tard...

Sans contredit, la Commune de Paris marque l'élément révolutionnaire le plus important du XIX<sup>e</sup> siècle. Outre les conquêtes sociales impressionnantes mises en place par les Communards, elle marque un moment important pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire international. En effet, il y a un avant et un après 1871, car après la Commune, les principes du socialisme scientifique élaborés en particulier par Marx et Engels se sont avérés justes, rendant caduques les spéculations des différentes formes du socialisme pré-marxiste, en particulier celles de Proudhon et de Blanqui.

La Commune, c'est aussi un événement important pour Marx et Engels. Alors que leurs détracteurs en faisaient des "socialistes de salon", la tâche de travail qu'ils abattent entre le 4 Septembre 1870 (date de la proclamation de la République à Paris sonnant le glas du Second Empire) et la Semaine sanglante de la fin mai 1871 est colossale. Ils ne se limitent pas à une étude de cas théorique. Ils sont en correspondance régulière avec les Communards membres de l'Association internationale des travailleurs et les conseillent sur des questions à la fois d'ordre tactique, politique et idéologique.

Malgré les lacunes de ce mouvement (dont le plus important est l'absence d'un parti ouvrier capable de diriger l'insurrection), ils ne se dérobent pas de leur tâche et, du mieux possible, conseillent les Communards, conscients de l'importance de cette insurrection du peuple de Paris.

Effectivement, la Commune va bien au-delà de toutes les insurrections et autres actes de résistance populaire de l'époque, y compris le Printemps des peuples de 1848 qui embrase l'Europe. Tour à tour, la Commune, c'est la remise de tous les loyers perçus à Paris entre octobre 1870 et avril 1871, le remplacement d'une armée permanente par la Garde nationale à laquelle tout individu en âge et en forme de combattre doit combattre, la suspension de tous les objets en échange aux Monts-de-Piété puis leur interdiction, la reconnaissance des élus étrangers à la Commune dont le drapeau est considéré comme celui de la République universelle, la rémunération des fonctionnaires et élus de la Commune à un niveau similaire à celui des ouvriers, la révocation des élus, la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition de la peine de mort, la gestion des entreprises (ateliers) par les ouvriers qui y travaillent, l'abolition des bureaux de placement, les premières réglementations en matière de droit du travail, les premières avancées importantes pour le droit des

femmes - des femmes, dont Louise Michel, participent d'ailleurs activement à l'insurrection, etc.

Bref, la Commune de Paris, c'est la première tentative d'instaurer une république sociale, une première tentative de prise de pouvoir par la classe ouvrière. La plupart des élus de la Commune sont d'ailleurs d'origine ouvrière. Il faudra attendre 1917 pour qu'une telle occasion se reproduise. On raconte d'ailleurs que Lénine, lorsqu'il apprend que la Révolution bolchévique a survécu d'un jour à la durée de la Commune serait sorti danser dans la neige...

Mais la Commune, c'est aussi une réaction sanglante. Durant toute la durée de l'insurrection, l'armée versaillaise ne ménage pas ses efforts. Paris est bombardé, assiégé. L'assaut ultime a lieu durant la Semaine sanglante où jusqu'à 20 000 Communards seront abattus ou jugés sommairement puis fusillés. On raconte que l'odeur des cadavres dans Paris se faisait encore sentir un an plus tard. Cette réaction, c'est celle de la classe dirigeante qui désespère devant le peuple organisé, en lutte et déterminé à mettre fin à l'exploitation et à l'oppression. C'est la même qui mènera, des décennies plus tard, au fascisme et à la Seconde Guerre mondiale.

La Commune, ce sont des erreurs, dont la plus importante aura été de ne pas s'emparer de la Banque de France qui aurait valu, selon Engels, plus que dix mille otages. Ce sont des erreurs également liées à des querelles politiques et à un manque de cohérence idéologique dans le camp des Communards. Mais de toutes ces erreurs, Marx et Engels conclurent que la leçon la plus importante est que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte." Cette leçon est si importante qu'ils l'inclueront à la préface de 1871 du Manifeste, si important qu'elle sera la base d'une réflexion approfondie par Lénine sur le rôle de l'État dans l'État et la révolution.

Cette réflexion est encore d'actualité aujourd'hui, surtout lorsque, en pleine crise économique et en pleine pandémie, l'État fait montre de son caractère de classe en faisant primer les profits des entreprises sur les salaires et la santé des travailleur-euses. C'est pourquoi, 150 ans plus tard, nous reproduisons un extrait de l'Introduction d'Engels au livre de Marx : *La Guerre civile en France*.

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'État; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression jusqu'alors employé contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables. En quoi consistait, jusqu'ici, le caractère essentiel de l'État ? La société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps, ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'État, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci. On peut en voir des exemples, non seulement dans la monarchie héréditaire, mais également dans la république démocratique. Nulle part les « politiciens » ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis [6] qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celles des États, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment le pouvoir d'État devient indépendant vis-à-vis de la société, dont, à l'origine, il ne devait être que le simple instrument. Là, n'existent ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (à part la poignée de soldats commis à la surveillance des Indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'État et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais, en réalité, la dominant et la pillent.

Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'État et des organes de l'État, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infailibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et,

deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât était de 6 000 francs. Ainsi on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans parler de la décision supplémentaire d'imposer des mandats impératifs aux délégués aux corps représentatifs.

Cette destruction de la puissance de l'État tel qu'il était jusqu'ici et son remplacement par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique, sont dépeints en détail dans la troisième partie de *La Guerre civile*. Mais il était nécessaire de revenir ici brièvement sur quelques-uns de ses traits, parce que, en Allemagne précisément, la superstition de l'État est passé de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie et même dans celle de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'État est « la réalisation de l'Idée » ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelles se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'État et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'État et ses autorités dûment établies. Et l'on croit déjà avoir fait un pas d'une hardiesse prodigieuse, quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on jure par la république démocratique. Mais, en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par un autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.



**PARTI COMMUNISTE  
DU QUÉBEC,  
SECTION DU PARTI  
COMMUNISTE DU  
CANADA**

5359, AVENUE DU PARC  
MONTREAL, H2V 4G9  
PCQPCC@GMAIL.COM  
WWW.FACEBOOK.COM/  
PCQ1965/

[WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA](http://WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA)



## Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!  
6 numéros pour 25\$

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc,  
Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



Abonnez-vous à  
Rebel Youth - Jeu-  
nesse militante, le  
magazine bilingue  
de la Ligue de la  
jeunesse commu-  
niste.

[ry-jm.ycl-ljc.ca](mailto:ry-jm.ycl-ljc.ca)

### PEOPLE'S VOICE

NEWS FOR PEOPLE  
NOT FOR PROFITS!

\$30 pour 1 an     \$50 pour 2 ans  
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,  
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1